

À Pierre fendre #1

**Feuille d'information
du Collectif jurassien d'opposants à Center Parcs (CJOCP)**

Prix libre

Automne 2015

« (...) Nous sommes celles et ceux que vous vendez sans vergogne (par vos travaux ou à la télévision) aux industriels du tourisme, celles et ceux auxquels, pas fous, vous vous extrayez au moment de partir en vacances.

Nous sommes celles et ceux qui sont promis à ces emplois précaires, artificiels et déshumanisants et que vous vous garderez bien d'accompagner 12 heures par semaines pour 320 euros par mois.

Nous sommes aussi à l'occasion, celles et ceux qui ne se contentent pas de l'idée selon laquelle tout se vaut, qu'il doit y en avoir pour tout le monde ma brave dame, que c'est ça la démocratie. (...)

Nous sommes celles et ceux qui ne voient pas dans l'élargissement du panel des jouissances et des nuisances offert par la société-marchandise une quelconque liberté mais bien plutôt une oppression. Nous sommes également de celles et ceux qui ne se satisfont pas de la possibilité toute théorique de ne pas subir ou participer au désastre.

Pour nous, tout ne se vaut pas et nous ne croyons pas à la neutralité du tourisme de masse, pas plus qu'à celle de ceux qui s'en font les chantres.

Nous sommes celles et ceux qui ne sont pas prêts à tout pour accéder au Graal ultime d'une vie d'humain : un emploi.

Nous sommes celles et ceux à qui la nature est de plus en plus interdite au profit de la machine industrielle, celles et ceux à qui la forêt, les champignons, le silence sont confisqués pour être vendus puis détruits.

Nous sommes celles et ceux qui habitent les lieux du sacrifice, les fréquentent, y vivent, s'y reposent, les aiment.

Nous sommes celles et ceux qui veulent faire partager ces lieux (encore) vivants quand d'autres n'aspirent qu'à les vendre et les artificialiser.

Nous sommes celles et ceux qui contrairement à vous ne rechignent pas à émettre un avis, porter un regard, ce que vous appelez à dessein porter un jugement, sur le sens de leur métier et sur la "cascade des conséquences de leurs actes" comme nous y invite Günther Anders. Sa cascade d'interrogations vous éclabousse, vous mouille. Elle nous rafraîchit et nous désaltère. (...)



Éditorial

Depuis le 23 avril dernier, Pierre et Vacances communique via un « débat public » sur son projet d'implantation d'une usine à touristes labellisée Center Parcs sur le plateau au-dessus de Poligny. Ce « débat » (que nous avons décidé de dénoncer et de boycotter) étant maintenant clos, les commissaires de la Commission Particulière du Débat Public ont regagné leurs pénates ou volé vers le prochain débat, la prochaine nuisance, par exemple le projet d'Europa City, dernier délire du groupe Auchan ¹ en région parisienne.

Mais nous, qu'allons-nous faire sans cette Commission pour canaliser nos émotions, structurer notre pensée, calmer nos ardeurs et nos oppositions, synthétiser à tout va et réconcilier l'irréconciliable ? Après le « débat », allons-nous attendre « l'enquête » publique (dont on sait ce que l'État a fait des conclusions à Roybon) ? Les volutes de l'écran de fumée participatif se dissipent lentement, il nous semble au contraire que la lutte ne fait que commencer, ou continuer.

Ainsi, le Collectif jurassien d'opposants à Center Parcs (CJOCP) vous invite les 26 et 27 septembre 2015 à Poligny et Besançon à débattre de l'industrie du tourisme, du système Center Parcs et des diverses façons de s'y opposer, dans le Jura comme en Saône-et-Loire ou en Isère ².

Ces débats ne se dérouleront sous l'égide d'aucune Commission – mais comment allons-nous faire ? – et la présence du « maître d'ouvrage », d'élus ou de membres de la CPDP n'y est pas certaine.

Par ailleurs, ce petit journal, certes modeste, a également l'intention de « participer » à cette lutte.

« Quand on attaque comme ça, c'est qu'on n'a pas tant que ça à dire... » s'insurgeait la présidente de la CPDP au sujet d'un texte que vous lirez dans ce numéro. Aggravant notre cas, il nous a malgré tout semblé opportun, tout en n'ayant rien à dire, d'en faire un journal. On y retrouve logiquement des textes et témoignages de gens qui eux non plus n'ont rien à dire : Rodolphe Christin, auteur de plusieurs ouvrages sur le tourisme et ses conséquences, Henri Mora, auteur de « Chambard dans les Chambarans », Bernard Charbonneau, Dwight Macdonald, Günter Anders, mais encore d'individu-e-s en lutte, ici et maintenant.

Nous nous plaisons en leur compagnie et y trouvons, parfois dans nos différences, des raisons d'espérer et de résister. Et après tout, comment ne pas rester médusé, interdit, ne trouvant plus rien à dire face à ces projets mortifères ? Quand bien même nous n'aurions « pas tant que cela à dire », cela ne vaut-il pas mieux que de discuter l'indiscutable avec ses promoteurs ou celles et ceux qui n'y trouvent... plus rien à redire ?

Bonne lecture et vivement qu'il gèle à Pierre fendre !

Le CJOCP

Sommaire

Éditorial

La Marche des possibles (CJOCP, 2 mai 2015)

Le Parti de l'amitié

« Résister à l'esprit du temps » (R. Christin)

Center Parcs, tourisme et contestations (H. Mora, 18 octobre 2014)

Un corps vivant (25 avril 2015)

Débat virtuel, nuisances réelles (CJOCP, 11 juin 2015)

L'Argent (C. Tarkos)

De quoi Center Parcs est-il le nom ? (SCA, 17 août 2015)

Nature de la culture de masse (D. Macdonald)

Nous haïssons les vacances

Des sociologues et anthropologues au secours du Club Med, de Center Parcs, du tourisme de masse et de ceux qui en profitent...

« J'emmerde la FFB » Interview d'un « jeune radical »

« Lieux de mensonge et de désespoir... » (B. Charbonneau)

1. À lire : « Europa City, ou l'art de construire des pistes de ski en banlieue parisienne », Angela Bolis, Le Monde.fr, 26/03/2013 ; « Europacity ou le passage en force des pouvoirs publics », tribune sur le blog des invités de Mediapart, 16/04/2015.

2. Samedi 26 septembre à 19h, salle Herzog de la mairie de Poligny (rue du Général de Gaulle) et dimanche 27 septembre à partir de midi dans le cadre du Resto Trottoir de Besançon (place Marulaz – repli à la librairie L'Autodidacte en cas de mauvais temps).

La Marche des possibles

Un des objectifs du Collectif jurassien d'opposants à Center Parcs est de tisser des liens avec les autres résistances à Pierre & Vacances. Nous étions présents lors de cette Marche des possibles, à Grenoble, le 2 mai 2015, occasion d'un premier contact avec les occupants de la ZAD de Roybon dans les Chambarans, et avec les collectifs qui les soutiennent. Il y en a eu bien d'autres depuis (comme en témoigne par exemple l'entretien en commun réalisé par Ruth Stégassy pour son émission « Terre à terre », diffusé le 4 juillet sur France Culture, et disponible en podcast sur <http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=5050275>).

Bonjour à toutes et à tous,

Nul besoin d'un historique très long : dans le Jura à Poligny, comme au Rousset en Saône-et-Loire, Pierre & Vacances précise ses ambitions pour et sur nos territoires – sur nos vies. Ici comme là-bas, le tourisme de masse tente d'étendre son territoire et ses logiques.

Voilà quelques mois, l'association le Pic Noir – qui regroupe des citoyens du secteur de Poligny – a commencé à demander des éclaircissements, puis exigé « du débat » autour de la possible création d'un futur Center Parcs. Si sa démarche affichait une certaine neutralité dans un premier temps – ses demandes étant cantonnées à la possibilité d'être informée afin de se forger une opinion –, elle a progressivement affirmé une opposition résolue à ce projet. Ainsi, un travail de collecte d'information, de diffusion de contre-information, d'organisation de réunions publiques a été mené par cette association.

Ce travail a sans doute permis de mettre une certaine pression sur le groupe Pierre & Vacances, qui ne souhaitait pas répéter les erreurs stratégiques faites dans les Chambarans, et a sollicité la Commission nationale du débat public (CNDP) en 2014. Cette dernière a nommé une Commission particulière unique pour les deux sites du Rousset et de Poligny. Elle est donc en charge depuis le 23 avril d'organiser le « débat » jusqu'en juillet prochain. Sachant que Pierre & Vacances souhaite attaquer les travaux en 2017 pour ouvrir en 2019 ses deux nouveaux Center Parcs, on comprend mieux la nécessité pour eux d'en passer par l'illusion du débat pour en finir au plus vite, et passer enfin aux choses sérieuses...

Notre sentiment est que cette Commission est en réalité un instrument visant à la modification à la marge du projet dans le seul but de le rendre acceptable. Sa présidente Claude Brévan ne déclare-t-elle pas le 23 avril dernier (Le Progrès) que « l'objectif du débat est d'informer les gens et de leur permettre de réagir assez tôt aux éventuels problèmes, puis de faire des

suggestions pour améliorer le projet » ?...

De notre côté, nous ne sommes pas là pour ça, et nous ne nous faisons aucune illusion sur la pertinence de ce débat « encadré », dont les manières, les sujets et le calendrier sont exclusivement aux mains d'une structure commanditée par Pierre & Vacances. Cette Commission définit le périmètre de la pensée et de la parole, les protocoles, en fait respecter « la charte »³. Elle veut en maîtriser le temps et les usages.

Nous souhaitons rappeler à toutes fins utiles que la possibilité du débat public n'a pas attendu – et n'a pas à attendre – un promoteur à qui l'État donne discrètement la main, pour avoir lieu. Ce cadre n'est pas le nôtre, et le périmètre du débat est pour le coup notoirement sous-dimensionné.

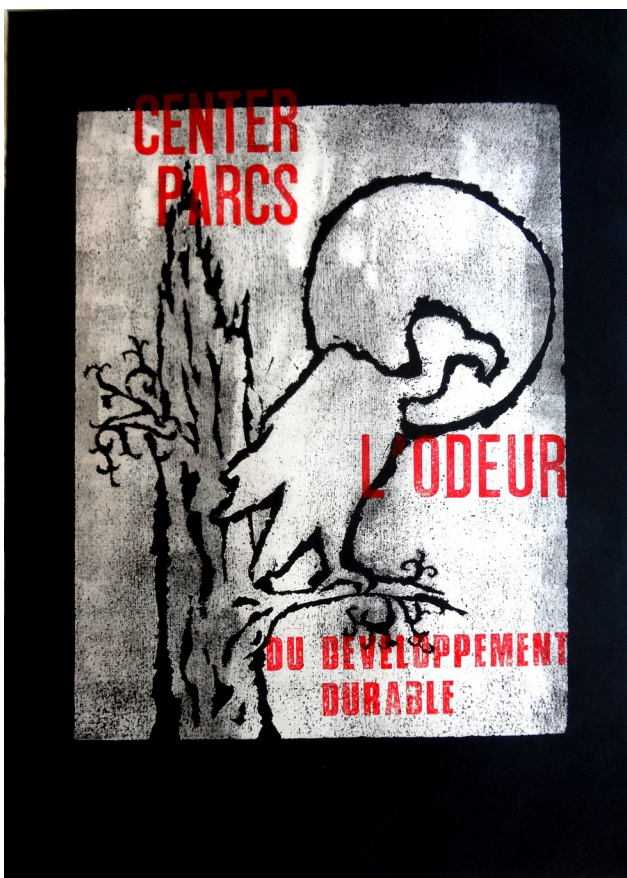
Selon nous, la lutte contre Center Parcs ne peut se dissocier d'une réflexion et d'une action plus larges sur les questions du travail, du chantage à l'emploi, de la croissance. Refuser Center Parcs, c'est aussi, collectivement, s'autoriser à interroger l'utilité ou la nocivité de ce travail, de son sens, de sa finalité. À Poligny, il ne s'agit pas tant de dénoncer le risque de mise en danger d'un espace protégé – ou à protéger –, que de soulever ces questions. Pierre & Vacances ne s'y est d'ailleurs pas trompé : la parcelle qu'il convoite se trouve hors zone Natura 2000, hors ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique), et ne laisse pas le moindre espoir de zone humide à brandir face aux engins de chantier. Mais quand bien même ce serait le cas, n'aurions-nous que cela à leur reprocher ?

Par ailleurs, cette parcelle de forêt est presque exclusivement composée de sapins plantés sur un sol acidifié par des décennies de monoculture obéissant à une gestion industrielle de la forêt. Autour du Fied, les tumulus et les murets de pierres sèches n'ont

3. Cf. le site de la Commission : <http://cp-poligny.debatpublic.fr>

pas attendu Pierre & Vacances pour disparaître sous les assauts des pelles mécaniques et des subventions à une agriculture productiviste. Ce sont ces logiques déjà à l'œuvre que nous dénonçons aussi dans cette lutte. Center Parcs n'est pas seulement une menace, c'est la consolidation et l'intensification d'un monde marchandisé et artificialisé, dans lequel nous n'avons pas – et ne voulons pas – de place.

Fin avril, le représentant de Center Parcs expliquait que le choix de cette parcelle de conifères correspondait aussi au fait qu'il jugeait inenvisageable d'imposer à sa clientèle la



présence d'arbres défeuillés durant plusieurs mois d'hiver, rappelant son souci de « l'habillage arbustif ». Nous voulons redire à Pierre & Vacances – pour qui la nature est un habillage, un décor, un support commercial –, que nous ne voulons pas habiter, fréquenter, travailler, façonner, vivre et subir un monde dans lequel l'eau coule à 29° toute l'année, et dans lequel les arbres ne perdent plus leurs feuilles pour raison de marketing appliqué aux loisirs. Ce monde est stérile, mort. Il n'a pour nous aucun attrait. Nous n'en voulons pas ; même contre la promesse d'y trouver trois cent emplois – précaires de surcroît –, ni même contre l'assurance d'y manger ou d'y

écouler des produits locaux, bio, entre deux panneaux solaires.

C'est aussi la raison pour laquelle nous n'en appelons pas au développement durable face à Pierre & Vacances. Leur vocabulaire transpire le capital, ils sont le développement durable. Nous ne reconnaissons pas le périmètre vert de la tête de gondole du capitalisme comme pertinent pour tenter de le mettre en échec. Ce périmètre est défini pour nous par les gestionnaires et, à leur suite, par des élus zélés qui s'empressent de nous en vanter les mérites. À l'intérieur de celui-ci, nous ne respirons pas, nous suffoquons : le grillage ne convient pas à nos vies. Nous ne voulons plus nous ressourcer, mais comprendre, et dire pourquoi le travail nous y contraint.

Contrairement à ce que nous rabâchent les communicants de Center Parcs à Poligny, ce projet n'est pas celui de la population, mais le leur, et nous réfutons l'idée que nous soyons tous sur le même bateau, et l'idée selon laquelle nous pourrions – ou devrions – co-construire ce projet ensemble. Les salariés qui travaillent pour Center Parcs le savent, ils ne seront jamais ses « collaborateurs » – comme on nous l'a martelé à longueur de discours à Poligny – mais ses obligés, parfois ses esclaves. Nous savons d'ores et déjà – n'en déplaise au président de la CNDP, qui n'imagine pas qu'on puisse avoir une idée toute faite avant la fin du « débat » – qu'avec Center Parcs, on n'a pas seulement affaire avec des « développeurs » et des « exploitants », comme ils aiment à se qualifier, mais bien plutôt à des développants et des exploiters.

Certes, nous ne voulons pas bosser pour 320 euros par mois, mais nous voulons avant tout reprendre la main sur le sens que nous donnons à nos métiers, et à nos vies. Pour cela, nous sommes légitimes sans autre forme de procès (ou de commission).

À un univers clos, aseptisé, climatisé à 29°C, nous préférons le givre, les doigts gourds dans les gants mouillés. Au confort de la bulle qui progresse à coup de bulldozers, nous opposons, parfois à tâtons, la possibilité d'une marche. Au travail obligatoire, nous préférons tenter l'autonomie. À l'exutoire, nous préférons la liberté. Center Parcs est l'émanation d'un tourisme doux ? Alors, qu'il gèle à Pierre fendre ! Nous n'avons chaud que de nous tenir ensemble, sur les ZAD ... et ailleurs – avec les gens d'ici ... et d'ailleurs.

Le Parti de l'amitié

Un membre de la commission de manipulation vient à notre stand de thé, jus de fruits, pommes séchées, banderoles, tracts et livres.



- C'est quoi votre couleur politique ?
- Pourquoi cette question ?
- Pour comprendre ce qui vous unit.
- Mais c'est l'amitié !
- (Silence ému.)

L'amitié avec les rivières, les arbres, les étoiles, la roche mère, le soleil, et gros comme une fourmi dans tout ça, les êtres humains.

Nous revendiquons notre parti pris radical pour l'amitié.

« Résister à l'esprit du temps »

« Les itinéraires touristiques sont soumis au conformisme au lieu d'être portés à l'aventure, ils préfèrent l'eau saumâtre à l'eau de vie. Pour sortir de ces situations terriblement ennuyeuses, il resterait encore l'ensauvagement des esprits, poussés par une révolte contre ces conditionnements silencieux qui, avant toute chose, verrouillent les consciences. Il faudra bien (avons-nous encore le droit d'espérer sans provoquer cynismes et ricanements?) nous écarter résolument de cet ennui généralisé qu'on nous promet, en nous vantant un accès au pays des merveilles. Mais un pays mis au format d'un centre de loisirs à l'échelle du monde. Médiocrités sous cellophane que tout cela, pour des individus devenus prothétiques, qui ne savent plus avancer qu'équipés d'une foule de prothèses techniques.

Que faire contre cet état de tiédeur ? Devenir, peut-être, un nouveau-né de la conscience, pour éprouver l'amour et l'inquiétude des soleils et des pluies, les tremblements des corps et les jouissances insolubles, hors de tous les parcs d'attraction qu'on nous vante. Ce serait avancer vers un

espace originel de la conscience qui permettrait de rejoindre la profondeur des choses simples. Mais au point où en sont les choses, parmi la confusion générale qui ne laisse parler à voix large que les tenants de l'artifice, de la prothèse et du gadget, il ne faudrait pas confondre cet ensauvagement avec les sursauts d'un chien qui s'ébroue. Le voyage est liaison avec des grandeurs qui nous minent et nous traversent, nous sortent en dehors de nous-mêmes pour mieux nous y reconduire, plus universels. Ce voyage-ci refuse la réduction des espèces, humaines et non humaines, à l'état d'animateurs de supermarchés, organisés pour la satisfaction d'un consommateur généralisé.

Si l'art du voyage pourrait être celui d'une intensification de la vie, l'époque n'est guère propice, réduite au culte du divertissement plutôt qu'à la culture de la diversité. Il ne reste plus qu'à résister à l'esprit du temps, qui voudrait nous vêtir de futilité, nous envelopper de ses filets mercantiles. Jusqu'au bout du monde. »

« Manager le monde », Rodolphe Christin,
in *Offensive* n°14, mai 2007

Center Parcs, tourisme et contestations

Présentation d'Henri Mora pour la discussion organisée le 18 octobre 2014 par les éditions « Le monde à l'envers » au Local autogéré de Grenoble.

Lorsqu'en 2007 j'ai appris qu'un Center Parcs devait être construit dans le bois des Avenières à Roybon, j'ai eu le sentiment qu'on me retirait une partie de « mon territoire », une partie de mon habitat, même si je n'habite pas tout près. Cet instinct de défense d'un territoire qui m'appartenait, n'est pas une défense de la propriété privée puisque je n'étais pas propriétaire de ce bois. Ce bois était un bois communal de Roybon où tout le monde pouvait s'y rendre. Ma première réaction à l'annonce de ce projet a été une sorte de manifestation NIMBY (« Not In My BackYard », que l'on peut traduire par « pas dans mon jardin ») que je ne condamne pas, et qui a été essentielle dans mon engagement contre ce projet. À partir d'elle je me suis réellement intéressé au projet et à ses conséquences environnementales et sociales, mais aussi à l'organisation sociale de la société qui a pu l'engendrer.

Or ces tenants et aboutissants sont communs à tous les projets qui peuvent exister ici ou ailleurs. Il y a cependant quelques particularités dans le projet dans les Chambarans. Tout d'abord le projet de Center Parcs n'est pas considéré d'utilité publique, même si certains voient dans la création d'emplois une utilité publique. Si tel était le cas alors tous les projets devraient être considérés d'utilité publique. Par ailleurs, contrairement aux projets de construction de centrales nucléaires et de décharges (nucléaires, industrielles ou autres), d'aéroports ou d'autoroutes – souvent mal accueillis par les riverains ou les environnementalistes en fonction des nuisances, qu'ils représentent – le projet de Center Parcs était plutôt bien perçu au départ. Il s'agissait dans l'esprit de beaucoup d'un projet créateur d'emplois et soucieux de l'environnement.

De quoi s'agit-il au juste ? Un Center Parcs est une ville de vacances privée et fermée par un grillage. Celui des Chambarans occuperait 200 ha. À l'intérieur se trouve une bulle thermostatée à 29 °C dans laquelle il y a une végétation tropicale autour d'une piscine à remous dont l'eau serait aussi à 29 °C. On trouverait dans cette bulle une « Rivière sauvage ». Voilà ce que vend la société Pierre & Vacances dans ses Center Parcs pour profiter

d'un tourisme à l'année, contrairement au tourisme blanc (des stations de ski) et côtier (des plages) qui sont saisonniers.

On trouverait sous la bulle des restaurants, des boutiques et de quoi se divertir. À l'extérieur, mais toujours dans l'enceinte, il y aurait une mini-ferme pour montrer aux touristes une représentation de ce que l'on peut trouver à l'extérieur du domaine. Il y aurait un centre de séminaires, des parcours à faire à VTT, à cheval, mais aussi d'accrobranche.

Les touristes seraient logés dans des bungalows. Il y aurait en tout 1023 bungalows, chacun pouvant recevoir entre 4 et 8 personnes et même 12. Ce qui veut dire que la commune de Roybon qui compte 1300 habitants va se retrouver avec une population qui comptera jusqu'à 6000 habitants (4000 touristes et 700 personnes y travaillant) avec ce que cela comporte comme modifications dans les infrastructures pour l'eau et l'assainissement par exemple qui devront être totalement refaites. En effet on serait obligé de pomper de l'eau en quantité dans les nappes existantes de la plaine de la Bièvre, de la chauffer en partie à 29 °C (pour la piscine dans la bulle également chauffée toute l'année) et de rejeter la partie des eaux usées dans l'Isère par l'intermédiaire de 27 km de canalisation à l'aide de pompes et d'une nouvelle station d'épuration à construire.

Mais la construction d'un Center Parcs est avant tout pour Pierre & Vacances une opération immobilière. En effet le terrain (non constructible au départ) qui avait d'abord été proposé à 0,10 €/m², a été retenu – suite au mécontentement de certains administrés – à 0,30 €/m². Il faut savoir que le terrain constructible dans la région dépasse parfois 80,00 €/m²... Il suffit alors de modifier le PLU pour rendre possible le projet de construction. La société Pierre & Vacances pourra ensuite proposer la vente des « cottages » sur plan à des investisseurs, à des prix exorbitants (235'000 € pour un 54 m² et 372'000 pour un 85 m²). Pierre & Vacances aura préalablement fait jouer la concurrence entre les différents départements pour choisir son emplacement : celui qui aura posé la plus grande somme sur la table pourra

« bénéficiaire de la construction d'un Center Parcs ». Pour remporter le challenge face à la Drôme et au Jura, M. Vallini, président du Conseil général de l'Isère, a concédé une aide de 15 millions d'euros, dont 7 millions offerts directement aux investisseurs, au titre de subventions aux créateurs de gîte, soit 7000 € versés par « cottage »⁴. Par ailleurs Gérard Brémond, PDG de Pierre & Vacances, a toujours su jouer de ses relations au Parlement pour obtenir des décrets qui lui sont favorables, décrets d'ailleurs baptisés dans les couloirs de l'assemblée « les amendements Brémond ». Ainsi, les investisseurs peuvent récupérer la TVA grâce à la loi Demessine puisque Roybon se trouve en Zone de revitalisation rurale. Ils bénéficient aussi d'une réduction d'impôt sur le revenu qui va jusqu'à 25 % grâce à la loi Cellier. Outre ces aides de l'État via les niches fiscales, et celles du département proposées aux investisseurs, le projet peut compter aussi sur le soutien de la Région à hauteur de 7 millions d'euros, et sur celui de la communauté de communes à hauteur de 8 millions d'euros.

Le chantier de construction devrait permettre de faire travailler 700 personnes et une fois ouvert aux touristes, le Center Parcs en emploierait 700 autres pour son fonctionnement (470 emplois équivalents temps plein). Parmi ces derniers, 334 personnes travailleraient au nettoyage des bungalows, mais seulement 9 h par semaine : 4h30 les lundis, et 4h30 les vendredis, c'est-à-dire les jours où les cottages sont libérés et où les 8000 touristes se croisent dans Roybon.

Par ailleurs cela rapporterait localement, selon les promoteurs du projet, 12 millions d'euros de fournitures et de services. Les entreprises de BTP signeraient des contrats et leurs patrons seraient heureux de tirer des

profits, et les commerçants environnants augmenteraient leur chiffre d'affaire grâce aux nouveaux clients. Et d'un point de vue comptable, nous serions dans le meilleur des mondes... C'est en tout cas ce que les promoteurs essaient de faire passer, et c'est ce qu'il nous faut démonter.

Il nous a fallu et il nous faut encore remettre en question cette manière comptable d'aborder les problèmes sociaux. Il nous faut dénoncer encore et toujours le fait qu'on essaie de nous faire croire que les promoteurs du projet et chacun de nous, avons ensemble un seul et même intérêt. Il nous faut combattre l'idée même qui voudrait que nous ayons la même cause à défendre que le capitalisme (le travail et la marchandise comme intérêts communs).

Il nous faut dire dans quel genre de monde nous vivons. Il nous faut en dénoncer la folie puisqu'il détruit ses richesses (le vivant et le beau) pour pouvoir continuer à prospérer. Il nous faut dénoncer le fait que ce n'est pas nous qui les empêchons de créer des emplois, mais qu'il s'agit bien de ce monde de compétition et de concurrence que le monde économique et le monde politique soutiennent et défendent qui crée du chômage ; et que nous espérons pouvoir changer les règles.

L'opposition officielle a cherché essentiellement ses justifications dans la réglementation en vigueur et dans les alternatives acceptables par l'administration. Elle a fait plusieurs recours en justice notamment contre la révision simplifiée du Plan local d'urbanisme, contre le permis de construire et le défrichement de 91 hectares de forêt sur des problèmes de forme (des autorisations non-conformes). Ils n'ont pas abouti, mais ils ont fortement contrarié les promoteurs et ont permis de gagner du temps durant lequel il fut organisé des réunions publiques, des promenades sur le site et une manifestation devant le Conseil général.

L'association officielle contre le Center Parcs, les associations environnementalistes comme la FRAPNA et les écologistes avaient misé sur l'enquête publique concernant la loi sur l'eau pour exprimer la non-conformité du projet avec la réglementation en vigueur. La commission d'enquête a rendu un rapport qui allait tout-à-fait dans ce sens. Ses conclusions concernant le projet furent très sévères et elle a donné un avis défavorable motivé par

4. Selon le *Dauphiné Libéré* du 17 octobre, « Hier, le projet est revenu sur la table avec un avenant au protocole entre le Département et le groupe Pierre & Vacances. Ainsi, on a appris qu'une nouvelle forme de l'intervention départementale avait été définie. Le budget initial de 7 millions d'aides a été pérennisé, mais il n'est plus question d'allouer des subventions aux acheteurs de cottages. Non, l'enveloppe sera différemment utilisée : le Département procédera à l'acquisition, en nue-propriété, de certains éléments, comme les accès principaux et une partie de la forêt. Et l'usufruit sera laissé à Pierre & Vacances. » (<http://www.ledauphine.com/isere-sud/2014/10/16/center-parcs-il-y-a-ceux-qui-avancent-et-ceux-qui>)

12 raisons, notamment la destruction d'une zone humide et sa compensation.

Les défenseurs du projet sont tout de suite montés au créneau. La Chambre du commerce et de l'industrie de Grenoble a réagi dans un communiqué signé par 14 institutions de représentation du monde économique. Ils demandaient au préfet de Région et à celui de l'Isère de « faire une juste appréciation des intérêts économiques en cause, et des objections formulées qui peuvent être surmontées sans difficultés majeures ». Ils comptaient « sur les représentants de l'État pour poursuivre les procédures engagées et ouvrir la voie à la réalisation rapide d'un tel projet ». Parmi les signataires de ce communiqué, il y avait bien sûr le CCI, le Medef, la Chambre des métiers et de l'Artisanat, le syndicat des PME, mais aussi la fédération du BTP, la FNAIM, ou encore l'Union des Industries Chimiques, le Groupement des Industries Papetières de l'Isère, la Fédération Bancaire Française, le Conseil National des Professions de l'Automobile, et même l'Automobile Club de l'Isère.

Le préfet a très bien entendu cet appel du pied, et il demanda son avis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques. Le CODERST présidé par le préfet et réunissant 6 représentants des services de l'État, 2 représentants du Conseil général de l'Isère et 2 représentants de la CCI, sur un total de 19 représentants, n'a eu aucun mal à satisfaire le monde économique comme cela lui était demandé... Le préfet a donc autorisé le début des travaux.

Parmi les alternatives au tourisme hors-sol, il est quelquefois proposé un tourisme doux adapté au territoire. Je ne m'étais jamais prononcé ouvertement contre le tourisme avant de m'engager contre le Center Parcs. Quand j'étais enfant et adolescent, je me souviens que mes parents m'emmenaient en vacances en Espagne chez mes cousins. À ce moment-là, l'Europe entière passait ses vacances sur la côte d'Azur et le long de la côte espagnole. Tout le monde partait le 1^{er} août et la vallée du Rhône comptait ce jour-là un nombre important de bouchons, si

bien que nous mettions une trentaine d'heures pour arriver à destination. Et je voyais alors, chaque année, quelques modifications dans l'organisation permettant d'accueillir la masse de gens, les poches bien remplies de leurs économies, venant en Espagne jouir du soleil, des plages et d'une vie moins chère que dans leur pays. Nous étions à l'époque répressive du franquisme et je me souviens d'une affiche réalisée par un groupe libertaire en France qui m'avait marqué à cette époque et qui disait : « Franco met son peuple à l'ombre pour que vous ayez un peu plus de soleil ». Ce slogan, pourtant très symbolique, m'avait fait prendre conscience de cette réalité que le touriste ne veut pas voir, pour pouvoir continuer à jouir de la représentation qu'il se fait du temps des vacances forcément merveilleuses. Durant cette époque le tourisme se développait aussi en montagne, me laissant la même impression que sur la côte : on aménageait et on bétonnait la montagne pour attirer le client au détriment de ceux qui y habitaient. Mais alors me direz-vous pourquoi critiquer la proposition d'un tourisme doux ? Ce tourisme doux adapté au territoire entrera en concurrence dans l'éventail très large que le tourisme propose aujourd'hui. Après avoir détruit la montagne et les côtes, le tourisme s'est approprié et a muséifié les centres villes, en éloignant les pauvres à la périphérie. Il s'empare aujourd'hui de la campagne et des forêts avec les divers parcs de divertissement. Et il s'emparera immanquablement des territoires en modifiant, comme il l'a fait ailleurs, les rapports sociaux en rapports marchands, transformant notamment l'hospitalité en prestations.

Mais surtout et avant toute chose, il est capital de remettre en question la volonté et le besoin – venant de certains opposants – de proposer systématiquement une alternative au projet contesté. Avant que Pierre & Vacances et que certains élus ne veuillent imposer leur Center Parcs, personne (à part peut-être la profession) n'avait exprimé le besoin de développer le tourisme en Isère ; ce tourisme qui ne répond à aucune utilité publique, ni sociale !

Un corps vivant

Pourquoi distribue-t-on le micro ? Comment fait-on face à la « violence symbolique » des communicants ? De la soirée inaugurale du « débat public », le 23 avril dernier à Poligny, c'est ce témoignage vécu qu'on retiendra (ce texte a été publié à ce moment-là sur le blog « Labour Compost et Beauté »).

Hier soir c'était l'ouverture de la grosse commission de manipulation publique pour l'acceptabilité locale d'un Center Parcs.

Dès les premiers mots de Christian Leyrit, le président de la commission, en costume fraîchement descendu du TGV, le raifort m'est monté au nez.

« Je suis heureux de revenir sur le Jura après notre beau travail pour l'A39. »

Et puis les slides d'un PowerPoint où Rio Climat 92 et pourquoi pas Gandhi, l'abbé Pierre ou Jeanne d'Arc ?

Et puis cette autorité mal placée, déplacée, impolie de toutes les bonnes manières, autorité auto-déclarée, autorité auto-déclarée indépendante qui nous dit *« nous offrons la parole au citoyen »*.

Et puis la poète actionniste qui sommeille en moi m'a possédée, elle a soufflé fort de toutes ses bronches, laissé l'air froter massivement ses cordes vocales. Elle a vu une onde sonore se matérialiser par le soulèvement des corps assis sur la rangée devant elle.

Un cri long, un cri fort, un AH plutôt aigu mais pas trop.

Sans micro le corps a pris possession de l'espace sonore. À l'ancienne, le corps. Il a fait le silence.

Et puis le corps s'est levé pour crier : *« non à la mascarade, votre discours est de la violence morale, de la violence symbolique »*.

Et puis tout le monde a gueulé dans la salle.

Et puis le corps s'est rassis, a essayé de se calmer. Il a fermé les yeux et s'est pincé les sinus.

Il a écouté rassuré la voix de Leyrit décontenancée, ses phrases articulées avec moins de sûreté.

Et puis le public a eu le micro, le débat a commencé et l'audience sans cravate a commencé l'ironique et argumentative opération de restitution d'identité, Center Parcs qui voulait faire marcher tout le monde au pas en a pris pour son grade, grave sa mère, n'est pas un développeur et exploitant mais un développant et exploitant, la

commission est indépendante comme un chienchien à son maître, ça s'arrêtait plus de jeter du crottin sur les costumes assis sur l'estrade ou debout au micro.

Et puis le corps a entendu les pro et anti dire qu'il fallait respecter un cadre de parole, argumenter.

Et puis sa main s'est levée et a attendu le micro. Une nouvelle fois, il a parlé dans le micro HF sans rester à sa place de sans cravate. Il a entendu *« Ah, non elle va pas nous remettre ça »*. Il s'est retourné et a dit avec un accent de sale gosse : *« Si si je vais parler comme c'est un débat public »*.

Et le corps a remonté l'allée en rappelant l'historique. *On nous a dit y a 6 mois que c'étaient les élus qui décident, sous couvert d'être la représentation d'une majorité qui légalement a le droit d'écraser toutes les minorités, dans le plus bel esprit du conflit. Et aujourd'hui on voudrait nous faire croire que l'on a le droit à la parole et qu'on nous propose la paix sociale.*

Et puis le corps est arrivé à la hauteur de Christian Leyrit et Claude Brévan qui faisaient une sacrée tronche de paons à qui on aurait



coupé les plumes de la roue, et le corps a grimpé sur l'estrade juste derrière eux comme une hirondelle va se poser sur son nid, tout droit à vol d'oiseau, et la gueule de Leyrit a fait une drôle de tête, sa mâchoire du bas s'est déplacée sur un côté et puis de l'autre avec des yeux tous ronds, comme un bœuf qui regarde passer les voitures sur l'A39, pendant que sa tête se penchait d'un côté et puis de l'autre comme un chiot qui essaye de comprendre une situation. Le corps il a vu la scène au ralenti tellement que c'était bon.

Et sur l'estrade le corps n'a même pas vu les élus assis tout au premier rang, tous hommes, de pouvoir, habillés en costume, de pouvoir. Sur l'estrade le corps n'a plus rien vu que son cœur qui battait et sa langue qui pleurait : *j'ai mal à la démocratie, nous ne sommes pas en démocratie mais en démocrature, j'ai mal au sens des mots, ça fait mal de voir les mots retournés et détournés, Center parcs est une violence, j'ai mal à mon patrimoine culturel et naturel, j'ai mal et je me sens violentée et comme le bon Comté que nous Jurassiens on offre aux Parisiens*, il a regardé Claude Brévan pour dire ça le corps, il était juste en dessous son corps à elle, l'avait une tête de maîtresse d'école furieuse la Brévan, et comme le Comté qu'on offre aux Parisiens, le corps il a entendu la salle qui aimait ça le Comté, *et comme le bon Comté que nous Jurassiens on offre aux Parisiens, cette violence je la partage, je ne peux pas la garder*. Et le corps s'est baissé vers la Brévan, l'a mis une main sur son torse et l'a dit qu'il avait la prétention de manifester un moment de sincérité dans ce théâtre, il a descendu l'estrade, s'est mis en face de la Brévan, le corps et la présidente de la commission étaient face à face, de profil côté spectateurs, et le corps a dit droit dans les yeux, comme une jeune élève prétentieuse qui cache pas son dédain à une autorité de fait mais pas de droit, dans cette belle comédie. Dans cette belle comédie. L'essayait d'avoir le sens de l'humour le corps, mais était plus dans le mood de la tragédie. Et le corps a mis le micro entre son corps et celui de la Brévan et lui a dit droit dans les yeux, comme on fait pour parler avec dignité, *je vous rends le micro, je vous rends le pouvoir je n'en veux pas*. Et la Brévan elle a pris le micro et elle a dit d'un

sale ton de sale gosse prise sur le vif, *mais j'en veux pas du micro*. Et le corps a entendu des applaudissements qui enveloppaient la crainte de Brévan, qui tournaient autour de son corps à elle comme les busards du plateau autour des nids de mulots. Tout le corps du corps l'est redescendu des airs, l'a alors atterri sur le plancher des vaches du premier plateau. Alors l'est reparti seul dans ses montagnes le corps, l'est parti s'asseoir dans les montagnes de corps et de chaises en face de la scène. Son petit corps l'a disparu du cadre et on a zoomé sur l'arrière plan où qu'le corps de la Brévan disparaissait dans le vortex des ailes et des becs des busards. Le corps a disparu dans la montagne de corps et de chaises, l'avait tout lâché, l'avait tout dit. Et personne aime ça qu'on s'lâche, quand on lâche tout. En public. Et les contres étaient dérangés par le corps, hors cadre, hors limite, dérangé de chez dérangeant. Et la cause a dit que ça servait pas la cause d'avoir un corps qui se maîtrise pas. Et le corps l'a entendu tout ça et s'est rabougri. Et puis le corps l'a écouté toutes les prises de paroles, qu'étaient toutes contre, qu'étaient toutes déchaînées, et le corps y s'est calmé, y s'est repu de toutes ces paroles, l'a un peu forcé sur la touche applause le corps. Et puis l'a pas su fermer sa gueule, et puis l'a dit une connerie et l'a su de suite qu'il était trop énervé pour parler encore. Et le corps l'a compris, que c'était la dernière fois qu'y metto les pieds dans une commission de manipulation, qu'y l'avo dit ce qu'il avait à dire mais qu'lo pouvait pas l'dire à chaq'fois, et le corps s'l'o senti mieux, le côrps c't'o senti mieux. c'to détendu. l'avo dit qu'l'éto pas dupe, l'avo sa dignité maintenant, et pis quoeu ? l'avo plus ran d'autre à espérer ... pas ici en tout cas. l'avo pleu ran à espérer. et l'côrps direct l'avo pensé à c'qu l'allait faire. Ailleurs, autrement, où c'to que la poésie a le droit de cité. Pas cheu Platon qui voulo tous les mettre dehors les poètes et leur alliance avec la nature.

Le corps l'a bien fait chier tout le monde, c'teu corps, mais c'to pas pour être méchant, c'to pas un méchant corps, c'to juste un corps.

En entier. Un corps qu'avo pas appris la politesse, qui savo pas faire semblant, qui jouo pas le jeu. Un corps vivant.

Débat virtuel, nuisances réelles

Ce tract a été diffusé par le CJOCP à l'entrée de la salle des fêtes de Poligny le 11 juin 2015, à l'occasion de la réunion générale de mi-« débat ».

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps... Lors de la réunion inaugurale du pseudo-« débat public », *dès la toute première intervention* de la population, la « Commission particulière » commune aux projets jumeaux de Center Parcs à Poligny et au Rousset a explosé en vol, au décollage !

Commission de manipulation publique pour une acceptabilité locale

« *Qui ne rêverait pas de passer des vacances dans un paradis tropical sans devoir prendre l'avion, sans contrainte de vaccination ni de passeport, un jour ou quelques heures, pour se dépayser ou relaxer après une semaine de travail trop stressante ?* »

Le 24 avril dernier, dans la salle des fêtes pleine comme un œuf de Marizy, en Saône-et-Loire, la simple lecture de ce passage d'un cours de master en « tourisme artificiel » aura suffi pour pousser à la démission son auteur, l'économiste Bruno Védrine, éminent et impartial membre de « notre » Commission du débat public.

Une Commission partielle et compromise

La prétention à la « neutralité » et à « l'indépendance » de cette Commission a d'emblée volé en éclats !

Force est de constater, même pour les plus naïfs, que le crédit qu'ils auraient bien voulu concéder à cette instance administrative du « débat public » se réduit à néant.

Les six membres restants de la CPDP apparaissent comme de beaux spécimens de la faune qui grouille dans ce marigot : hauts fonctionnaires de l'enlaidissement de nos vies, ingénieurs en optimisation fiscale, négociateurs transnationaux des crimes perpétrés par la monoculture du soja OGM en Amazonie, rapporteurs de la captation privative des eaux pour la mafia de l'agrobusiness, bouffons du numérique, consultants en mépris envers le bas peuple, directeurs des programmes du capitalisme repeint en vert, petits soldats de l'aménagement du territoire, gestionnaires de la paupérisation et de l'atomisation sociale, bétonneurs-lobbyistes des Jeux olympiques ou spécialistes ès autoroutes.

L'art de confisquer le débat

Quelles que soient les avanies de ces commissaires, ceux-ci joueront jusqu'au bout leur rôle de « gentils organisateurs » filtrant une « démocratie participative » en peau de lapin.

Comme un opposant jurassien l'a déclaré le 2 mai dernier aux occupants du site de Roybon (Isère) convoité par Center Parcs et à leurs amis réunis en soutien à Grenoble : « *la possibilité du débat public n'a pas attendu — et n'a pas à attendre — un promoteur à qui l'État donne discrètement la main, pour avoir lieu. Ce cadre n'est pas le nôtre.* »

Les habitants de Poligny, du Fied, de Plasne, de Barretaine, et au-delà, ont de longue date initié le débat, et nourri une opposition toujours plus forte au projet.

Quand les habitants mettent la pression sur Center Parcs

C'est la *vitalité démocratique* dont ont fait preuve *les premiers concernés* — car les premiers « impactés » ! — qui *a contraint* Pierre & Vacances à convoquer la CNDP, dans une tentative de se donner de l'air (pour 2015) et de reprendre la main (pour la suite).

« *C'est les élus qui décident — si vous n'êtes pas contents vous pouvez partir.* » (Christophe Perny, le 26 juin 2014) Comme le cynisme de l'ex-président du Conseil général n'a pas suffi, il a fallu bidouiller une belle opération de com', par laquelle P&V espère privatiser le débat en le mettant sous cloche.

Ce serait dommage de se priver du zèle *bénévole* de celles et ceux qui voudront bien amener de l'eau (à 29°) à son moulin. Le pôle marketing de Center Parcs se fait donc fort de *recupérer* toutes les critiques à son profit.

La dévastation programmée

Il n'y a aucune « amélioration » à apporter à *l'attaque massive contre nos conditions de vie* qu'implique l'opération industrielle « Center Parcs » sur le site des Tartaroz, en forêt communale de Poligny.

On commence à bien connaître le cortège de nuisances et de « retombées » destructrices que ce concept d'infrastructure « développera durablement » sur nos paysages et dans nos communautés de vie :

emplois de larbins payés à coups de lance-Pierre, eaux et rivières préemptées, forêt devenue camp à décerveler sous dôme tropical, siphonnage de toute activité alentour, villages embouteillés, méthanisation de l'agriculture...



Pour parvenir à leurs fins, on a vu ailleurs ces derniers mois que les décideurs n'hésitent pas à recourir à toutes les violences. Quand payer des pages de pub ne suffit plus, on déploie les gendarmes mobiles qui frappent, gazent, mutilent, et vont jusqu'à tuer un manifestant à la grenade.

Une mascarade contestée

Lors de la première réunion publique de la CNDP à Poligny, les trois heures de débat ont montré l'ampleur du mécontentement, l'intelligence dans la contradiction et la détermination des citoyens présents.

Les ateliers ont été chahutés tant ils étaient ubuesques. Un riverain résume : « Je

me serais cru au souper d'une famille dérangée par un VRP qu'elle n'arrive pas à chasser. Une famille qui a déjà bien des soucis à régler et des problèmes financiers, et un VRP sans vergogne qui va tout faire pour vendre sa camelote. »

Qui veut gagner des millions ?

Les commissaires, qui travaillent en réalité pour les intérêts du groupe Brémond, servent aussi de bouclier aux élus. Ils font « tampon » entre les habitants et la clique qui accueille avec enthousiasme les promoteurs du désastre.

Selon le nouveau président du Conseil départemental Clément Pernot, le Tourisme jurassien aurait besoin d'une « marque nationale » (déclaration du 23 avril à Poligny). Fini le tourisme « social » à la papa ! Une infrastructure comme le village-vacances de Lamoura, à l'architecture hideuse, coûteuse, sans âme et en fin de course, emblématique du tourisme de masse du Jura des années 1970, préfigure de façon visionnaire ce que sera Center Parcs dans 20 ans à Poligny : une lubie du passé, une verrue du présent...

Ce qu'on veut faire de notre territoire est une chose trop sérieuse pour être laissée aux hommes politiques, aux administrations qui les encadrent, et aux patrons qu'ils servent, assistent, et arrosent de marchés, de dérogations, de subventions et de partenariats.

La démocratie, c'est pas leur business ; la démocratie, c'est nous ! Ce n'est pas nous, mais les actionnaires, qui toucheront les dividendes de l'investissement Center Parcs : alors pourquoi participer à leur mascarade ? En revanche, puisque c'est nous qui en subirons les conséquences, personne n'est mieux placé que nous pour y résister !

Center Parcs ne passera pas !

Il s'agit de nous réapproprier l'imaginaire, le discours, et en définitive le contenu de nos vies et de nos envies.

Et pour cela, de *s'organiser pour résister* à l'implantation chez nous de cette horreur économique, écologique et sociale.

L'Argent

12 juin 2015. Sur le marché de Poligny, pour animer le stand sans succès de Center Parcs et de la CNDP, nous avons lu en entier « L'Argent », ce magnifique texte du poète Christophe Tarkos.



En voici quelques extraits dédicacés tout spécialement...

à nos politiciens :

*« L'argent est la valeur universelle.
La valeur universelle est commune.
L'argent est la valeur à partir de laquelle juger
toutes les actions. Toutes les actions sont jugeables.
Les actions bonnes donnent de l'argent.
Les mauvaises actions perdent de l'argent. »*

à la commission de manipulation :

*« Parler de tout et de rien, parler pour que ça fasse
de l'argent, discuter des pours et des contres,
discuter des informations possédées, parler pour
ne rien dire pour asseoir à une table, pour former
une position, pour établir un établissement, pour
former un soi assez plein de crédit. »*

à l'industrie du tourisme :

*« Les manipulations s'implantent sur les
nouveaux plaisirs qui ne seront jamais séparés
et abandonnés par la valeur suprême.*

*Tous les nouveaux plaisirs de ces nouveaux
comportements de ce nouvel état d'esprit sont
des moteurs de la position prise pour la recherche
ininterrompue de plus en plus d'argent.*

*Les plaisirs sont insérés, infiltrés, forment le
système électrique nerveux de l'imagination
libérée par la motivation. Il est impossible de
connaître toutes les sensations que peut donner
la recherche d'un but, l'unique recherche d'un
but tous les sens sont conviés, il n'y a encore
jamais eu une recherche unique d'un but. »*

De quoi Center Parcs est-il le nom ?

Sur la question de la participation ou non au « débat public », nous n'avons pas tous fait les mêmes choix mais nous tenions à marquer notre solidarité avec l'association Savoir-Comprendre-Agir (SCA), active au Rousset (Saône-et-Loire), dont nous publions ce texte proposé dans le cadre du « débat ».

Le projet de construire un centre de vacances de type Center Parcs pouvant recevoir deux mille personnes sur la commune rurale du Rousset en Saône-et-Loire s'inscrit dans le projet plus large de la société Pierre & Vacances (P&V) de multiplier ses domaines aqualudiques sur le territoire national. En ce mois d'août 2015 quatre dossiers sont avancés simultanément alors qu'un Center Parcs vient tout juste d'être inauguré dans le département de la Vienne.

Les questions qui se posent à propos du projet au Rousset sont donc d'une portée générale et dépassent sa conception précise, en ce lieu-là, qui le distinguerait des autres parcs envisagés à Roybon, Poligny ou Pindères et Beauziac. Il s'agit pour nous au contraire de rechercher les principes qui le sous-tendent et définissent le concept en lui-même ainsi que la forme de décision qui l'accompagne dans chaque cas de figure.

UNE DÉMOCRATIE DE CONNIVENCE

La proximité du promoteur avec le personnel politique

Le 10 juillet dernier, devant une foule de notables de la région, M. Raffarin ancien 1er Ministre après s'être incliné devant son « cher Gérard Brémond » déclarait que sa participation à l'inauguration du Center Parcs du Bois aux Daims était « le plus beau jour de [sa] vie de Sénateur ».

Quelques mois plus tôt, c'était la Présidente de Région Ségolène Royal, avant qu'elle ne devienne ministre de l'écologie, qui se hâtait de poser la première pierre de ce parc en compagnie du *multimillionnaire président de Pierre & Vacances*.

Ce même Gérard Brémond avait été aperçu en octobre 2012 dans les couloirs de Bercy pour une rencontre avec le *ministre du budget* J. Cahuzac qui, miraculeusement, ajoutait quelques jours plus tard un amendement de dernière minute à la loi de finances 2013. Celui-ci avait pour effet de prolonger de quatre ans le dispositif de *niche fiscale Censi-*

Bouvard dont bénéficient les acquéreurs de cottage dans les Center Parcs.

Ce niveau de proximité entre le patron de P&V et le personnel politique de haut niveau se répercute dans les régions où les élus locaux accueillent P&V avec la plus grande bienveillance. Les premiers contacts et les recherches initiales de terrains propices à l'entreprise se font discrètement à l'écart de la population, presque entre amis⁵. Le grand public est informé tardivement quand les accords sont sur le point d'être conclus et que les opérations de communication peuvent commencer pour *annoncer la bonne nouvelle*.

Un débat sans impact

Le Débat Public sur les projets Le Rousset/Poligny a été une première pour P&V et les élus locaux qui y sont liés par des protocoles d'accord. La règle du jeu en était claire : *le promoteur en tirera les conclusions qu'il voudra bien en tirer*, sans aucune contrainte et quelle que soit la teneur du rapport de la commission du débat. Il ne s'agit donc que d'un habillage (pseudo)démocratique dont le seul intérêt est de pouvoir dire qu'il a eu lieu et que les opposants au projet peuvent s'y exprimer ... avec la quasi-certitude de n'être pas entendus. Nous ne doutons pas que P&V saura en tirer des bénéfices en termes de communication et vantera ses *capacités d'écoute* !

L'effacement du travail antérieur

Center Parcs efface tout ! Les perspectives de développement du département, construites préalablement pour asseoir son identité économique et culturelle, particulièrement celles du domaine touristique, passent désormais au second plan. Balayée *la culture de l'itinérance* que l'Agence Départementale du Tourisme de S&L essayait d'instiller en soutenant des projets modestes répartis sur le territoire, désormais supplantés par le parc central et dominateur.

Caduque la démarche participative du projet SIRIUS qui n'avait pas prévu dans les

5. Cf. les propos introductifs du maire de Cluny le 13 mai 2015 à l'Atelier Tourisme <<http://bit.ly/1hFSPKB>>.

besoins du département l'émergence d'un centre de vacances fermé pouvant accueillir plus de deux milles personnes toute l'année.

Quant aux Voies Vertes et pistes cyclables, leur intérêt pour le tourisme régional s'écroule face au flot bihebdomadaire de voitures dirigé vers le Rousset. Les citoyens devront s'adapter et comprendre que « pour une fois que quelqu'un s'intéresse au monde rural ... ça ne se refuse pas »⁶.

L'IDÉOLOGIE DE LA CROISSANCE ET LE MOT D'ORDRE « TINA »

Le règne de l'économisme

Un Center Parcs est censé doper le département d'un point de vue économique : les élus qui se succèdent à la tête du département se rejoignent pour apporter un soutien sans faille à P&V sur cette base, considérée comme leur mission essentielle voire unique. *Le développement du PIB et la création d'emplois* sont à leurs yeux des objectifs si incontournables qu'aucune discussion n'a lieu d'être à leur sujet. La partie de la population qui les remet en cause est présentée comme étant composée de *terroristes verts* rassemblés dans des *groupuscules d'ultra idéologistes*⁷. Aucune prise de distance avec cette fausse évidence ne peut être envisagée de la part des décideurs et surtout pas l'émergence de la conscience qu'elle serait elle-même le fruit d'une idéologie. *Il n'y a pas d'alternative*, il faut investir, construire, bétonner, embaucher sinon ce serait la mort du territoire ! *La finalité n'est pas importante, la promesse de chiffres qui augmentent emporte tout.*

Tout au long du débat public les élus locaux ont multiplié leurs déclarations de soutien au projet sur la base de cette croyance : « TINA ! »⁸.

L'art de vendre des promesses

Dès lors Pierre & Vacances a carte blanche pour raconter une belle histoire. Spécialiste de la vente de rêves de bonheur à ses clients, l'entreprise peut déployer ses talents pour faire rêver les élus et les acteurs économiques

du territoire. Le *Dossier du Maître d'Ouvrage* est une superbe plaquette marketing dont la mise en page soignée masque la fragilité des arguments ... aux yeux de tous ceux qui sont convaincus d'avance. Le Center Parcs du Rousset ne sera pas comme les autres ! Les clients ne seront pas captés par les activités du parc mais iront dépenser leur budget loisir dans les commerces du Charolais. Une vague enquête d'opinion menée par P&V auprès de ses clients le promet : s'ils viennent dans le Center Parcs du Rousset ce sera avec l'intention d'en sortir plus. La conclusion coule de source : il y aura une multitude d'emplois induits ... puisqu'une extrapolation tout à fait hasardeuse faite à partir des comportements constatés en Moselle⁹ affirme que des millions d'euros seront dépensés hors du domaine.

P&V promet également que Center Parcs sera un équipement hautement écologique qui bénéficiera à l'environnement et à la biodiversité des lieux ... et nous demande simplement d'oublier le déboisement, le bitume, la consommation d'eau, le chauffage permanent de la bulle tropicale, le trafic routier, etc.

Un bilan sur une seule colonne

Même dans le cadre de leur vision économiste les supporters du projet ne se positionnent pas de façon équilibrée. Borgnes, ils ne voient qu'une seule colonne au bilan, celle de l'actif constitué et oublie de mettre en face le coût du projet et les pertes induites par leur décision. Investir des fonds publics de cette importance (plusieurs dizaines de millions d'euros) n'est pas neutre pour les finances du département déjà en équilibre instable. L'argent investi dans le Center Parcs en lieu et place de P&V¹⁰ manquera automatiquement dans d'autres domaines ayant besoin de soutien. Le retour sur investissement est prévu sur vingt ans. Pendant ce laps de temps, les élus comptent sur le *coup de fouet* que Center Parcs donnera à l'activité locale, en omettant complètement de prendre en compte la dépression créée simultanément par cette ponction sur les budgets publics. Qui leur dira le nombre d'emplois perdus parce que le coup de pouce nécessaire pour les sauver

6. Déclaration d'un élu local le 6 juin lors de la visite du site.

7. Communiqué de presse signé M.-C. Jarrot et G. Gordat le 26/12/14 et proposition de vœu de l'AMSL-71 du 8/04/15 <<http://amsl-71.fr>>.

8. « There Is No Alternative » slogan politique prononcé par M. Thatcher en 1980 pour justifier sa politique ultra libérale <<http://bit.ly/1TJOIhM>>.

9. Étude réalisée pour P&V par le cabinet Utopies. Des liens de proximité entre ce cabinet et P&V sont avérés.

10. En Allemagne P&V sans concours publics peine à rassembler les fonds privés nécessaires à l'investissement (240 M€) pour le CP d'Allgau <fr.wikipedia.org/wiki/Center_Parcs>.

n'est pas venu ? Qui mesurera l'effet négatif de la mauvaise qualité des réseaux internet et mobile sur les entreprises installées en milieu rural, elles qui devront attendre le Haut Débit de nombreuses années encore¹¹ faute d'investissement suffisant du département ?¹². L'eldorado que croient voir ces décideurs s'évanouit dès que l'on ouvre les yeux sur la face noire du projet, *les destructions qui accompagnent sa création*.

Les égoïsmes en jeu

Bien sûr, Center Parcs génère des profits. S'ils sont principalement engrangés par Pierre & Vacances, il y a incontestablement des *retombées* dans la proximité directe des parcs. Celles-ci sont à la base d'un grand nombre des soutiens qui se manifestent avec le plus de virulence. Loin de toute considération d'ensemble, tel maire d'une commune proche ou tel président de communauté de communes qui en espère des *retombées* fiscales¹³ à son profit se battra pour l'implantation du village de vacances, en faisant mine d'oublier le *mode de financement qui implique l'ensemble de ses collègues du département*. De même, les acteurs économiques privés directement intéressés par les commandes liées à la construction du parc clament leur soutien¹⁴ au projet en reprenant sans scrupule l'intégralité de l'argumentaire délivré par P&V dans une sorte de forcing destiné à ne laisser s'échapper en aucun cas *la poule aux œufs d'or*. Le Débat Public est en grande partie orienté par ces acteurs décidés à ne considérer la question que par le petit bout de leur lorgnette et qui s'organisent en groupes de pressions.

11. Les 60 M€ que doit investir le CD71 doivent être échelonnés sur 7 ans. De plus 25 M€ sont laissés à la charge des Com. de Communes et autres EPCI.

12. Voir la présentation « Center Parcs un équipement qui appauvrirait le Département » - Archives de la réunion publique du 8/06/15 <<http://bit.ly/1MMNB9F>>.

13. Voir le Point de Vue n°25 du Président de la CC « Entre la Grosne & le Mont St-Vincent » <cp-leroussel.debatpublic.fr/points-de-vue>.

14. Cf. les nombreuses pages de publicité vantant le projet passées cet été dans le *JSL* par les Chambres Consulaires et Syndicats Professionnels.

L'AVEUGLEMENT PAR RAPPORT À LA CRISE CLIMATIQUE

Avec Center Parcs le saccage de l'écosystème humain se poursuit

Au-delà de l'emballage pseudo environnemental que P&V donne à ses projets il reste qu'ils consistent à *artificialiser des centaines d'hectares d'espaces naturels* dans un but commercial. Les zones humides sont détruites ou perturbées de même que la faune locale. Des quantités considérables d'eau sont utilisées et des rejets abondants sont susceptibles de perturber les cours d'eau, particulièrement en période de sécheresse. Le chauffage des équipements de loisirs pour simuler le climat tropical constitue une *gabegie de calories*. Du CO² est émis en masse pendant la construction du site puis à flot continu pendant toute la durée de son exploitation via les centaines de millions de kilomètres cumulés qu'effectuent les clients pour se rendre sur les sites¹⁵.

Le choix volontaire d'une direction contraire aux urgences de l'époque

La *recherche du profit* ne peut pas s'embarasser de considérations d'ordre général, de préservation des biens communs, de bien vivre des populations. Le business doit continuer même lorsque *l'alerte est donnée concernant les risques majeurs pour l'humanité* qu'engendre ce mode de fonctionnement basé sur la croissance. L'accroissement du nombre de projets Center Parcs en témoigne. Les élus au pouvoir, *quelle que soit leur étiquette politique, sont rangés derrière cette même conception* affirmant que ce sont les marchés qui doivent donner la direction. Ils ont dès lors le sentiment de *bien faire leur travail* lorsqu'ils appuient des *Grands Projets Inutiles et Imposés* quelles qu'en soient les conséquences écologiques et sociales à court ou moyen terme.

L'artificialisation de la relation aux choses naturelles

La création de besoins artificiels et la marchandisation de la nature sont la base du *développement du tourisme industriel* que prône Pierre & Vacances. Tout est fait pour fausser la relation de l'homme avec son environnement. Center Parcs prétend abolir les distances et les saisons en simulant toute

15. Voir sur le site du débat public le Point de Vue n°17 « Center Parcs et la crise climatique » <cp-leroussel.debatpublic.fr/center-parcs-crise-climatique>.

l'année des plages sous ambiance tropicale dans le Charolais ou le Jura. Sous la pression de la publicité et du marketing *cette artificialisation s'ancre dans les cerveaux et les imaginaires* au point que les modes de vie et de consommation qu'elle engendre sont perçus comme la normalité. Selon les projets en cours, des millions de personnes vivant à proximité des immenses espaces naturels de la région Rhône-Alpes sont susceptibles de se déplacer sur des centaines de kilomètres pour bénéficier de l'entrée que P&V leur vendra dans des *domaines naturels préfabriqués* de quelques hectares.

Pour un retour à l'authenticité

L'élaboration de Center Parcs en ce début de XXI^e siècle est *le reflet des dérives* nombreuses

que subit notre société sous l'emprise des marchés et des marchands. Les mots y ont perdu leur sens et le langage est dévoyé. La consultation démocratique des citoyens n'est en réalité que la couverture qui valide les *volontés d'une oligarchie*. L'investissement dans le développement d'un territoire justifie *l'accaparement des budgets publics* au profit d'entreprises privées. Les démarches de qualité environnementale sont destinées à faire accepter la privatisation et la *destruction d'espaces naturels* jusqu'alors préservés.

Nous refusons Center Parcs et son concept de *tourisme hors-sol et hors-temps* pour revendiquer un retour à plus d'authenticité dans nos styles de vie, de production et de consommation.

Nature de la culture de masse

« Ce phénomène est donc propre aux Temps modernes et diffère radicalement de ce qu'on avait jusqu'alors considéré comme de l'art ou de la culture. Il est vrai que la culture de masse a d'abord été une sorte de parasite, d'excroissance cancéreuse de la haute culture, ce que dans une certaine mesure elle demeure. Comme l'avait remarqué Clément Greenberg dans "Avant Garde and Kitsch" (Partisan Review, automne 1939), "la condition préalable à l'avènement du kitsch [terme allemand désignant la culture de masse], c'est d'avoir à sa disposition une longue et riche tradition culturelle dont il peut détourner à son profit les découvertes, les acquisitions et la pleine conscience qu'elle a d'elle-même".

Ce rapport ne s'apparente pourtant pas à celui de la feuille et de la branche, mais bien plutôt à celui de la chenille et de la feuille, le kitsch "exploite" la haute culture comme le colon imprévoyant exploite le sol, extrayant ses richesses sans penser à l'avenir. Et au fur et à mesure qu'il se développe, le kitsch fait usage de son propre passé et s'écarte de la haute culture au point de sembler en être tout à fait coupé.

Il n'en est pas moins vrai que la culture de masse prolonge, dans une certaine mesure, le vieil art populaire qui, jusqu'à la révolution industrielle, constituait la culture des gens ordinaires, mais, là aussi, les différences sont plus frappantes que les ressemblances. L'art populaire était issu des profondeurs. C'était

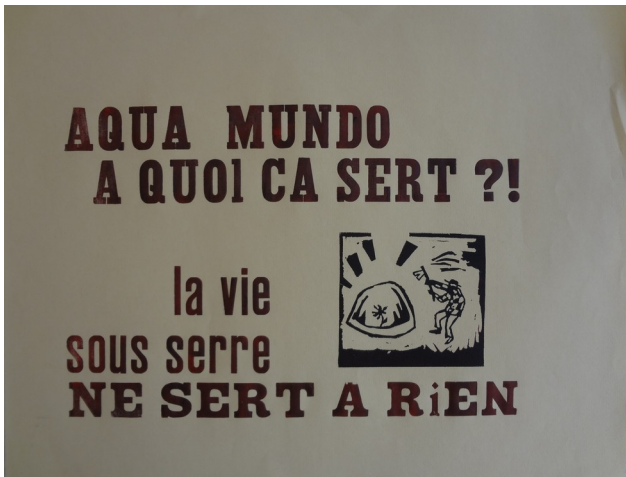
l'expression spontanée et naturelle du peuple qui l'avait forgé lui-même, pour ses propres besoins, la plupart du temps sans le secours de la haute culture. La culture de masse, elle, est imposée d'en haut. Elle est fabriquée par des techniciens au service d'hommes d'affaires : son public se compose de consommateurs passifs dont la participation se réduit au choix d'acheter ou pas. En bref les seigneurs du kitsch exploitent les besoins culturels des masses pour en tirer profit et pour maintenir la domination de leur classe. [...] "il est très différent de satisfaire les goûts populaires, comme l'a fait la poésie de Robert Burns, et de les exploiter, comme l'a fait Hollywood".

L'art populaire était l'émanation du peuple qui cultivait son petit potager derrière les murs du grand parc solennel de la haute culture de ses maîtres. Mais la culture de masse a abattu ce mur, soumettant les masses à une forme avilie de la haute culture, devenue de fait un instrument de domination politique. À défaut d'autres preuves, la nature de la culture de masse suffirait à elle seule à révéler que le capitalisme est une société de classes ou règne l'exploitation et non la communauté harmonieuse qu'il est censé être. »

Dwight Macdonald, *Une tragédie sans héros, Essais critiques sur la poésie, la guerre et la culture (1938-1957)*, Encyclopédie des nuisances, 2013

Nous haïssons les vacances

Chez certains individus, comme Jann-Marc Rouillan, ce sont les matins qui sont honnis tandis que chez d'autres ce sont les voyages à l'image de Claude Lévi-Strauss. Antonio Gramsci, lui, protestait contre le Nouvel An. Nous, ce sont les vacances que nous haïssons.



Non pas que nous souhaitons rester attachés au lieu de souffrance qui s'occupe de nous lorsque nous ne sommes pas parvenus à rompre avec. Et lorsque nous avons coupé les ponts avec la routine avilissante du salariat pour mener une vie aussi libre que possible, nous ne souhaitons toujours pas que le droit aux congés payés soit atrophié, malmené et raboté, mais étendu, amplifié, généralisé. Qu'il couvre et occupe le calendrier de bout en bout et de fond en comble. Et nous permette une nouvelle façon de découvrir l'espace qui nous enveloppe.

Ce qui nous accapare l'esprit et anéantit nos désirs, c'est de voir que ces miettes octroyées par le Capital ne sont que le moyen d'écraser, de compresser, pressuriser de mois en mois et d'année en année la main d'œuvre et sont devenues les soubassements du bon fonctionnement de cette société marchande, avec son flot de pratiques qu'il est de bon ton d'adopter lorsqu'arrivent aussi bien l'hiver que l'été (de l'embouteillage à la scannerisation intégrale de ses bagages à l'aéroport en passant par des achats aussi incontournables qu'essentiels sans oublier la « planification » et la « budgétisation » de l'ensemble); où il est communément admis d'être hyperactif, « surbooké » jusqu'à ce que survienne le « burn-out » et où chaque instant de la vie se voit réglé par la valeur d'une coupure de billet, en tant que salarié ou en tant que vacancier.

Nous en sommes au point où chaque mois de mai voit débarquer son flux de gémissements de la part du patronat, du MEDEF à la CGPME, qui face à l'horreur des ponts, des week-ends à rallonge et des « petites vacances », n'a d'autre antienne que de ressasser que tout ça n'est pas bon pour la croissance, pour le PIB, pour le chiffre d'affaires, pour les dividendes. Alors que si, puisque chaque activité de « distraction » ou de « loisir » génère ce qui les anime le plus au monde : la croissance.

Bref, il n'en faut pas beaucoup plus pour comprendre que ce sont les mêmes qui détiennent à la fois l'outil de production et les mêmes qui détiennent les lieux de « loisir », de « détente » et supervisent les activités qui y sont proposées ainsi que tout le nécessaire technologique pour y parvenir : carte bancaire, automobile, internet, système de géopositionnement par satellite, téléphone portable, cartes de fidélité... Pas besoin de cogiter longtemps pour s'apercevoir que sont les mêmes qui pillent les ressources naturelles, physiques, psychologiques, intellectuelles et économiques en temps de travail et qu'ils exploitent également ces mêmes ressources en temps de repos, ou supposées telles. Par effet de miroir, comble de naïveté ou de crédulité du monde qui les entoure, ce sont les mêmes qui s'échinent à économiser toute l'année pour s'octroyer un instant de relâchement et délivrent le butin si durement acquis à ceux qui s'occupent de leur cas au bureau ou à l'usine, pleurant une éponge à la main, subissant des cadences infernales, vomissant des horaires insupportables ou obéissant à des ordres tous plus abscons les uns que les autres.

Ce que nous caressons, c'est le désir d'être en vie. Qu'il y ait vacances et activités mêlées. Qu'il y ait repos et action, réflexion et activité, que l'une se trempe dans l'autre sans distinction, que ce soit un fil continu qui nous traverse plutôt que de sauter de pointillé en pointillé en quête d'un hypothétique paradis factice. Car nous n'en pouvons plus de vos conseils, recommandations et injonctions à savoir comment notre vie doit être menée. Que ce soit en temps de travail, en temps de week-end, en temps de vacances.

Ils ont l'horloge et le calendrier. Nous avons l'espérance de crever toutes les bulles qui nous séparent.

Des sociologues et anthropologues au secours du Club Med, de Center Parcs, du tourisme de masse et de ceux qui en profitent...

« On ne peut pas dire : c'est bien ou mal. La question pour un chercheur et pour tout le monde, c'est : comment l'organiser pour que chacun puisse accéder à ce qui est un moment important dans le temps humain ? »

Saskia Cousin, anthropologue

Lors de l'émission *Ce soir ou jamais* du 29 mai dernier consacré au tourisme, Jean Viard et Stéphane Hugon, sociologues, Saskia Cousin, anthropologue nous font partager leur enthousiasme pour le tourisme de masse, bras dessus bras dessous avec des professionnels du business confortés ce soir-là au delà de leurs espérances.



Face à eux, deux écrivains, Rachel Vannier et Marin de Viry ainsi qu'un philosophe, Olivier Rey, timides et/ou médusés qui font face à une avalanche de poncifs auxquels il semble difficile de répondre sans finir asphyxié. Néanmoins, il est intéressant d'en relever quelques-uns et de tenter d'y faire face tant bien que mal. Intéressant aussi d'assister à la danse du ventre décomplexée à laquelle sciences sociales et industrie savent sous nos yeux admiratifs se livrer.

Pour ce faire, quelques fulgurances post-modernes ne sont pas de trop et Jean Viard nous gratifie d'un définitif « On a tous besoin d'être de la ville et de la non ville »... Au départ très impressionné par son aisance à conceptualiser à cette heure tardive, on redoute un débat inaccessible au commun des touristes mais c'est un écueil que le sociologue sait éviter en précisant sa pensée du tourisme de façon moins élitiste : « Avant on trouvait pas que c'était beau. Quand vous lisez Victor Hugo sur le sud de la France, il ne trouvait pas ça beau, il trouvait ça sale, il trouvait que le Mistral c'était insupportable, que l'huile d'olive c'était imbuvable... Qui a eu le pouvoir de dire la beauté ? C'est souvent le tourisme. Qui a dit que la côte d'Azur c'était beau ? C'est justement le président (du Touring club de France Stéphane Liégeard) qui a écrit un livre dessus en 1860-70 ; Avant on disait pas que la côte d'Azur était beau, avant, la côte d'Azur, ça n'existait pas. La côte d'Azur c'est un mot inventé par Stéphane Liegeard, le président du Touring club français. Je ne dit pas qu'avant, la côte d'Azur, c'était pas beau mais s'il n'y a personne pour le dire, c'est pas beau... » Voilà enfin un langage exigeant, certes, mais qui ne désespère pas Billancourt au moment de partir en vacances : si la côte d'Azur « est beau », c'est grâce au tourisme...

Ainsi, il est souvent reproché aux opposants au tourisme et aux loisirs de masse d'être élitistes et méprisants. Aucun risque de ce genre ici : Saskia Cousin, auteur de *Sociologie du tourisme*, déclare en préambule à propos du tourisme de masse, aux côtés d'un Jean Viard approuvateur : « Je n'ai pas à juger en tant qu'anthropologue de l'authenticité ou de la qualité, du degré d'altérité que les gens vont avoir [...] Nous n'avons pas à le qualifier comme étant de moindre valeur. » Non seulement aucune critique ni jugement de valeur ne seront portés à l'encontre de l'industrie touristique par ces deux-là qui se livrent à un éloge sans beaucoup de retenue. Viard, emphatique,

met la barre très haut : avec le tourisme, « *les hommes sont en train d'aller voir les hommes* » ajoutant qu'il y voit la possibilité du « *bonheur de vivre en dehors du travail* ». La posture de ravi du village semble en effet suffire à appréhender la question touristique de façon positive, quitte à se laisser emporter par l'enthousiasme jusqu'à perdre la raison avec Philippe Gloaguen le patron du *Guide du Routard* qui affirme – un peu vite ? – que le tourisme est un antidote au racisme. On aimerait se réjouir avec lui mais ne doit-on pas se demander si, au regard des scores et de la présence de l'extrême droite en France comparés à sa place dans le tourisme mondial (premier rang en termes de fréquentation et grand pourvoyeur de touristes vers la planète entière) cette affirmation ne serait pas un tantinet audacieuse ? Mais revenons à notre mouton : Center Parcs. Dans la lignée des Clubs Med, dont Viard précise subtilement qu'ils ont été créés par d'anciens déportés (Allez la ramener après ça...), Center Parcs est issu d'un tourisme avec lequel « *la question n'était pas celle du rapport avec le pays mais du rapport entre les gens qui partaient* » ... comme si cet état de fait et ses quelques conséquences depuis 1945 ne méritaient aucune autre considération de la part du sociologue. Fermez le ban.

Après tout, nous dit Jean Viard, « [Center Parcs] *on ne vous oblige pas à y aller, moi, j'y vais pas non plus... Au nom de quoi il faudrait dire : ça n'est pas des bonnes vacances... Pourquoi les Américains ont mis Eurodisney à Paris ? Moi non plus je ne suis pas consommateur d'Eurodisney mais il y a des millions de gens qui y vont, j'ai un respect pour ces pratiques populaires, la coiffeuse de mon village, elle y va régulièrement, elle est vachement contente...* »

Il est curieux de constater que la question du « qui êtes-vous pour juger » (sous-entendu vous portez un regard méprisant sur ceux qui s'y trempent et sur ceux qui y travaillent) est à sens unique.

Essayons-nous à la renvoyer dans le camp d'en face : Qui êtes-vous pour ne redonner, au mieux, de ces phénomènes qu'un constat froid, sans aucune autre analyse que les faits bruts, en toute « objectivité » (comme si s'en tenir à l'exposé de la réalité était neutre, non partisan) ?

Qui êtes-vous pour, le plus souvent, répandre un peu partout votre enthousiasme que rien ou presque ne semble pouvoir

tempérer à l'égard des structures de l'industrie du tourisme, dont vous dites vous-même que vous n'y mettez pas les pieds mais sur lesquelles vous refusez de porter un regard critique au motif que ce n'est pas votre travail ? Mais de qui est-ce le travail alors ? Et de quoi est fait votre travail du même coup ?

Quel est le tour de rhétorique qui vous permet d'encenser les effets de la chose pour les autres tout en vous gardant d'y goûter à titre personnel ? On en vient à se demander ce qui vous retient de partager les joies et les bienfaits du Club Med ou de Center Parcs, dont votre coiffeuse vous vante les mérites et que vous relayez avec conviction à la télévision. Pourquoi ne pas, pour vous et vos proches, y succomber à votre tour ? Si de surcroît vous n'y voyez aucun problème moral et que vous avez pour ce genre d'organisation touristique – et pour votre coiffeuse – le plus grand respect, qu'est-ce qui vous bloque Monsieur Viard ?...

D'autant que l'empressement du sociologue à défendre le « concept » Center Parcs ne semble pouvoir être pris en défaut : « *les Center Parcs, ça marche très bien, les gens sont très contents* » tempête Jean Viard qui ajoute : « *l'idée est que les grands parents invitent les petits enfants et les parents dans un lieu hors sol. Ça marche très bien, ça a un très bon rapport économique, ça crée pas mal d'emplois !* »

Interdits, on se demande alors avec Olivier Rey : « *Quelle est la société dans laquelle on vit, où, pour que des grands-parents rencontrent leurs enfants et leurs petits-enfants, ils sont obligés d'aller dans un Center Parcs ?* »

En ce qui concerne les emplois, le conseiller stratégique Julien Barnu, à la suite du sociologue (ou l'inverse) ne manque pas de pointer du doigt les éventuels grincheux : « *Je vois que vous portez un jugement sur la nature du métier des gens qui sont employés à Center Parcs. Moi je dis, personne n'est forcé à être employé ici, peut-être que certaines personnes préfèrent être employées dans un centre de vacances que d'être au chômage.* » Il faut noter le tour de passe-passe par lequel l'industrie du tourisme (qui précarise à tour de bras) accuse de ... mépris ceux qui émettent des réserves à ce sujet. Le retournement est osé mais il a lieu. Tout se passe alors comme si les récalcitrants étaient responsables des effets qu'ils dénoncent et c'est d'ailleurs ce qui permet à l'industrie du tourisme, à ses stratèges (et ses sociologues)

d'amalgamer refus de l'esclavage et mépris pour les esclaves. On embauche des précaires 9 heures par semaines pour 258 euros net par mois (Center Parcs de Moselle) mais le mépris est du côté de celui qui questionne le procédé, victime d'un blocage culturel spécifiquement français le « syndrome du laquais » selon Julien Barnu, considérant le tourisme comme « intrinsèquement vil ». On a compris qu'il fallait faire sauter ce blocage culturel et que « se demander si le tourisme est un fléau est une question spécifiquement française ».

Une vieille expression du Haut-Jura dit : « c'est bien bon pour c'est qui ». C'est exactement ce que signifie ce stratège, car enfin, qui les occupe, ces emplois qui n'ont pour seul mérite que d'être « mieux que le chômage » ? Vous peut-être, sociologues et stratèges ? À partir de quel seuil, selon quels critères et auprès de qui cette idée selon laquelle *c'est mieux que rien* n'est plus valable ?

Toutes ces questions pour enfin « se permettre » et oser une ébauche de réponse à la question « qui êtes-vous pour juger de cela ? » :

Nous sommes celles et ceux que vous vendez sans vergogne (par vos travaux ou à la télévision) aux industriels du tourisme, celles et ceux auxquels, pas fous, vous vous extrayez au moment de partir en vacances. Nous sommes celles et ceux qui sont promis à ces emplois précaires, artificiels et déshumanisants et que vous vous garderez bien d'accompagner 12 heures par semaine pour 320 euros par mois.

Nous sommes aussi à l'occasion, celles et ceux qui ne se contentent pas de l'idée selon laquelle tout se vaut, qu'il doit y en avoir pour tout le monde ma brave dame, que c'est ça la démocratie. Récitants appliqués que vous êtes aux côtés des élus et des développants, on a du mal à distinguer qui des uns se font les perroquets des autres.

Nous sommes celles et ceux qui ne voient pas dans l'élargissement du panel des jouissances et des nuisances offert par la société-marchandise une quelconque liberté mais bien plutôt une oppression. Nous sommes également de celles et ceux qui ne se satisfont pas de la possibilité toute théorique de ne pas subir ou participer au désastre.

Pour nous, tout ne se vaut pas et nous ne croyons pas à la neutralité du tourisme de masse, pas plus qu'à celle de ceux qui s'en font les chantres.

Nous sommes celles et ceux qui ne sont

pas prêts à tout pour accéder au Graal ultime d'une vie d'humain : un emploi.

Nous sommes celles et ceux à qui la nature est de plus en plus interdite au profit de la machine industrielle, celles et ceux à qui la forêt, les champignons, le silence sont confisqués pour être vendus puis détruits.

Nous sommes celles et ceux qui habitent les lieux du sacrifice, les fréquentent, y vivent, s'y reposent, les aiment.

Nous sommes celles et ceux qui veulent faire partager ces lieux (encore) vivants quand d'autres n'aspirent qu'à les vendre et les artificialiser.

Nous sommes celles et ceux qui contrairement à vous ne rechignent pas à émettre un avis, porter un regard, ce que vous appelez à dessein porter un jugement, sur le sens de leur métier et sur la « cascade des conséquences de leurs actes » comme nous y invite Günther Anders¹⁶. Sa cascade d'interrogations vous élabousse, vous mouille. Elle nous rafraîchit et nous désaltère.

Mais au fait, la question reste en suspens : qui êtes-vous, intellectuellement armés comme vous l'êtes, pour mettre à distance ces interrogations que nous portons et que votre intégrité de sociologue se refuse à envisager ?

16. « Je ne me fais évidemment aucune illusion, La quasi totalité des travailleurs – et je compte également parmi les "travailleurs" les scientifiques, les ingénieurs, les hommes d'État – tiennent ce genre de questions sur le sens lointain de leurs actes (pour autant qu'ils aient jamais croisé une telle pensée) pour une exigence ridicule.

Mais ce qu'ils appellent "exigence", c'est ce que requière l'heure et toutes les heures qu'il nous est encore permis à nous êtres humains de vivre.

Puisque depuis 1945, il y va du "to be or not to be" de l'humanité, ce n'est vraiment pas trop cher payé de s'exposer au ridicule lorsqu'on formule cette exigence. »

(Günther Anders, *L'Obsolescence du sens*, 1972)

« J'emmerde la FFB ! » Interview d'un « jeune radical »

Parmi les bonnes raisons de s'opposer à Center Parcs, il y a d'abord une certaine façon de vivre et de prendre les choses : à la racine (c'est-à-dire en s'attaquant aux causes des problèmes, plutôt que d'en rester à leurs conséquences). Cette « radicalité », nous la revendiquons pleinement, même si nous ne lui donnons pas le même sens que certains observateurs ¹⁷.

– Qu'est-ce qui caractérise vraiment le Jura selon toi ?

Le Jura pour moi c'est déjà un massif montagneux qui s'étend du Nord (Vosges) jusqu'aux Alpes. Sur ce massif, plusieurs plateaux donc des décalages dans les floraisons et les conditions climatiques sur un petit territoire.



Le Jura garde une part de sauvage même si c'est la main de l'homme et de la femme qui pendant plusieurs milliers d'années a façonné ses paysages.

Il n'a pas subi les foudres du capitalisme et de la bourgeoisie comme des territoires comme les Alpes ou les côtes bétonnées. Il n'a pas été oublié pour autant.

– Quel regard portes-tu sur le tourisme dans le Jura ?

Le tourisme dans le Jura comme partout, c'est une des conséquences de l'organisation du travail dans notre système. Vu que la majorité de la population est asservie, elle ne peut choisir son mode de vie (salarial ; habitat ; monnaie d'échanges ; nourriture...). Il en va de même pour les loisirs et les congés payés. Tout est organisé, conseillé. Je vois des touristes défiler tout l'été devant chez moi.

C'est comme si on les avait tenus par la main pour arriver jusqu'ici. Mais quand les chemins (*avant, sentiers ; demain, chemins*

blancs élargis ; après-demain, routes forestières) ne se trouvent plus indiqués ils sont comme paniqués à l'idée de ne plus être guidés. L'homme ne descend pas du singe mais bel et bien du mouton.

Certes beaucoup de petites structures d'accueil (gîtes, chambres et tables d'hôte, campings à la ferme) assurent des compléments de revenu à un certain nombre de Jurassien-ne-s. Mais ce sont ceux qui accueillent qui doivent ressembler à l'image que se fait le client du Jura et de ses habitants ; eh oui, le client est roi, il doit en avoir pour son sou et surtout pour son imaginaire.

– Qu'est-ce qui t'a amené à t'intéresser à l'agriculture ? Es-tu du milieu ? Comment as-tu franchi les étapes de l'installation agricole ?

L'agriculture je l'ai découverte à travers la marijuana lorsque j'ai décidé d'être autonome dans ma consommation. Ensuite me rendant compte de la mauvaise qualité de la nourriture qui est distribuée dans les circuits traditionnels, j'ai décidé de tenter d'en faire autant pour mon alimentation et celle de mes proches. Je ne suis pas issu du milieu agricole, ce qui ne facilite pas mon combat – car pour moi c'est un combat face à la classe dominante qui cherche à toujours plus à nous asservir (ici ou ailleurs c'est la même). L'accès à la terre est un gros problème. L'État, la MSA, les Chambres d'agriculture veulent la mort des petits paysans au profit de l'agrandissement de « fermes » [qui ne sont] déjà plus à taille humaine, où les robots et machines remplacent déjà les gestes de l'homme et de la femme.

Je n'ai pas de statut agricole et je n'en veux pas, je suis juste un ouvrier paysan qui travaille pour ses frères et sœurs de sa classe sociale, pour ceux qui galèrent. Un statut pour moi ce n'est qu'un outil de contrôle des populations. Un peu de bon sens bordel !!!

17. Cf. l'article de Daniel Bordür « Center Parcs à Poligny : le débat se tend » (Factuel.info, 12 juin 2015) dans lequel, afin de rendre compte de la prise de position de la veille dénonçant les tenants et aboutissants du « débat public », on dégage les stéréotypes d'usage (« opposants radicaux », « une dizaine de jeunes gens ») pour qualifier le CJOCP.

Et c'est pareil pour mon activité de maçon. Je partage mon savoir-faire et j'emmerde la FFB et tous ces bureaucrates qui veulent s'enrichir sur notre sueur et notre labeur.

– Est-ce que tu te définis comme « paysan » ?

Paysan ... oui, je travaille la terre et je modifie le paysage.

Le paysan est une personne qui exerce le métier d'agriculteur et vit à la campagne. Il peut adopter ou subir une économie de subsistance. Il peut être amené à se déplacer d'une manière saisonnière dans d'autres « pays » par exemple vers des pâturages qui font défaut à ses bêtes. Il façonne son environnement (et indirectement le paysage) par ses différents prélèvements, apports, aménagements, plantations, etc. Ses activités sont souvent multiples : élevage, cultures, maçonnerie, artisanat et, accessoirement, commercialisation de ses excédents de production.

On ne peut pas parler de métier de « paysan », le terme ne figurant jamais dans les listes des métiers de la terre.

– Que connaissais-tu du système agricole avant d'y être confronté ? Qu'as-tu appris en le côtoyant ?

Je n'en connaissais pas grand-chose avant de commencer à vouloir élever des animaux. Mais pas de surprise, le monde agricole reflète bien le système global dans lequel on vit. Un petit

nombre possède tout au détriment de tous. De plus, aucun pouvoir de décision à la base de leur pyramide. À nous de la renverser !!

– Comment vois-tu les alternatives au modèle dominant ?

L'alternative pour moi c'est la réappropriation des terres et la collectivisation. Les problèmes que l'on rencontre ici, sont les mêmes ailleurs : droit à la terre, droit à ses propres semences, prix faussés par les subventions, liberté de distribution de ses produits...

Dans certaines régions l'alternative à leur système existe concrètement (Chiapas, Catalogne, Zad, Rojava...) mais non sans de grosses difficultés : seule la lutte paie. Choisir la facilité c'est cautionner le système capitaliste qui tue un enfant de faim toutes les 3 secondes sur la planète. La faim dans le monde est un crime contre l'humanité. Les défenseurs de l'industrie agroalimentaire sont pour moi des assassins. « *Leur démocratie est comme une prostituée sur laquelle ils pissent dessus juste après l'avoir violée.* » (Mr. M.)

– Quelle est la part de l'entraide, de l'association, du travail collectif, dans ton activité ?

Sans l'entraide et la solidarité on ne sortira pas du gouffre dans lequel ils nous ont jetés. Mais attention, il faut une base politique commune ; on ne s'unira jamais avec ceux qui défendent toute forme de discrimination.

On peut suivre l'actualité de la lutte contre Center Parcs sur le blog :

<https://stopcenterparcs.noblogs.org/>

Pour contacter le CJOCP, écrire à l'adresse courriel :

cjocp@riseup.net



« Lieux de mensonge et de désespoir. Tant qu'à s'étourdir de bruits ou de foules, autant rester à l'usine ou au bureau. À quoi bon ces fleurs ? – Elles sont en plastique et se vendent à la pièce. À quoi bon ce sourire ? – Il m'est dû puisque je l'ai payé. Qu'ai-je à faire de ce mauvais rêve ? Il me faut des fontaines qui désaltèrent et des rocs qui meurtrissent. Je veux peiner parmi des hommes que je puisse haïr ou aimer, et je le veux pour tous les jours. Mon besoin de jeu est trop grand pour se satisfaire de duperie du loisir, c'est dans le travail même que je dois retrouver sa part. Je ne suis pas inerte, mais vivant, je suis un homme et non un spectateur ou un acteur. Il me faut crever le décor, afin d'atteindre à travers l'illusion des formes et des couleurs ce qui ne peut ni se peindre ni se dire. Ce qui se crie : Vérité, réalité... nature ! »

Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone* (1969)